

Haro sur les fossoyeurs de l'école

Le livre

Que ceux qui s'interrogent sur les causes de l'échec scolaire s'autorisent à souffler. En cette dernière rentrée du quinquennat, et à un mois de la sixième enquête PISA, Carole Barjon a trouvé les réponses. Elles ne sont ni dans le contexte socio-économique ni dans le fonctionnement d'une école française qui, plutôt que de s'attaquer aux inégalités, continue de faire réussir les mieux nés mais pas ceux qui ont le plus besoin d'elle.

Non, sous la plume de Carole Barjon, les coupables ont un nom. Et même, souvent, un petit nom: l'inspecteur Roland Goigoux devient «l'homme global», en référence à la méthode globale de lecture dont la journaliste lui impute la promotion. Le pédagogue Philippe Meirieu est «M le Maudit», celui par qui le scandale est arrivé: l'installation de «l'élève au centre du système éducatif», selon l'expression inscrite dans le rapport annexé à la loi Jospin (1989) dont il fut l'un des artisans. Deux femmes sont particulièrement visées: l'ins-

pectrice Viviane Bouysse, surnommée «l'impératrice du primaire», et Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire, dépeinte comme une «ministre bis». Autres cibles au sein d'une «mouvement pédagogique» rendue coupable de tous les maux de l'école: le géographe Michel Lussault, l'ancien recteur Alain Boissinot ou le sociologue François Dubet.

UNE TONALITÉ OUTRANCIÈRE

Profitant de l'«impuissance ministérielle» – gauche et droite confondues –, (sur)jouant de son influence Rue de Grenelle, cette petite bande aurait façonné les réformes scolaires des trois dernières décennies. Sonné le glas de l'enseignement du français, de la grammaire, de l'orthographe. Imposé «son» jargon, «ses» méthodes, au mépris des avancées de la science, du niveau des élèves et des préoccupations enseignantes. «Les ministres passent, les pédagoges restent», assène l'auteur.

N'est-ce pas sur les confidences de certains d'entre eux, retranscrites sur le ton de la repentance, que Carole Barjon appuie sa thèse? Tant pis s'ils ne se reconnaissent pas toujours dans l'utilisation de leurs propos. Tant pis, aussi, si les

attaques ad hominem noient le lecteur au fil des pages.

En dépit de sa tonalité outrancière, ce petit livre a rencontré un fort écho, dépassant l'opposition binaire entre une gauche nécessairement progressiste et une droite forcément réactionnaire. Reste une question: peut-on, alors que un écolier sur cinq quitte l'école primaire sans le bagage suffisant pour réussir au collège – diagnostic que partage Carole Barjon –, se contenter de la désignation simpliste de présumés coupables? A six mois de l'échéance présidentielle, n'y a-t-il pas un risque à marteler, à l'adresse des Français, que leurs enfants font les frais, au sein d'une école qui a renoncé à tout, d'une lutte interne à l'éducation nationale?

Ily a là un boulevard ouvert à tous ceux qui aiment taper sur le service public et déplorer l'abandon fantasmé des «fondamentaux». Un refrain qu'entonnent les ténors de la droite. Rue de Grenelle, on n'entend pas laisser dire. La riposte doit débiter le 9 novembre, avec l'organisation d'une journée d'étude sur l'enseignement de la langue française. L'occasion d'asseoir autour d'une même table plus d'un des «assassins» de l'école. ■

MATTEA BATTAGLIA

L'inflexion du pape François sur les migrants

Analyse

CÉCILE CHAMBRAUD
Service société

L'indignation reste intacte, mais un brin de realpolitik a fait son apparition. Le discours du pape François sur la crise des réfugiés s'est enrichi d'une recommandation de doigté politique, mardi 1^{er} novembre, à l'occasion de la conférence de presse tenue dans l'avion qui le ramenait de Suède. Interrogé sur l'accueil que ce pays nordique réserve aux réfugiés, le chef de l'Eglise catholique a, pour la première fois, affirmé qu'il était du devoir des gouvernants d'observer une certaine «prudence» et de procéder à des «calculs» afin d'évaluer avec justesse le nombre de migrants que leur pays est en mesure d'intégrer, sous peine de le «payer politiquement».

La montée en Europe des mouvements politiques hostiles aux migrants, le brutal revers électoral enregistré, début septembre, par la chancelière allemande Angela Merkel, dont le parti, la CDU, a été devancé par le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) dans le Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, et peut-être même l'atmosphère xénophobe qui entoure le Brexit, ne sont probablement pas pour rien dans cette inflexion du discours de François.

«CATASTROPHE HUMANITAIRE» Dès son élection, le pape argentin a fait de la crise migratoire actuelle l'un des thèmes centraux de son pontificat et du migrant la figure autour de laquelle s'articulent aussi bien sa critique du système économique mondial que son discours sur l'écologie. Des rives de l'île italienne de Lampedusa, en juillet 2013, élu depuis à peine quatre mois, il avait dénoncé «la mondialisation de l'indifférence» face aux drames répétés qui, mois après mois, mettent brutalement fin à la vie de nombreux migrants en route pour l'Europe. «On ne peut tolérer que la mer Méditerranée devienne un grand cimetière!», avait-il lancé aux députés européens un an plus tard, en novembre 2014. A plusieurs reprises, il a qualifié ce phénomène migratoire de «plus grande catastrophe humanitaire depuis la seconde guerre mondiale».

Inlassablement, depuis trois ans, François n'a cessé de demander aux gouvernements européens de faire davantage pour accueillir les réfugiés et aux peuples de surmonter les inévitables «peurs» que fait naître ce flux. C'est à cette condition, insistait-il, que l'Europe sera fidèle à son histoire et à sa vocation. «L'Europe s'est faite par les migrations», a-t-il répété le 1^{er} novembre. Il a appelé les catholiques à montrer l'exemple en deman-

dant à chaque paroisse européenne d'accueillir une famille de migrants. En novembre, dans la vidéo mensuelle à travers laquelle il propose un thème d'intention de prière, il appelle à prier pour l'accueil des réfugiés, «pour que les pays, qui accueillent les réfugiés et déplacés en très grand nombre, soient soutenus dans leur effort de solidarité». Jusqu'à présent, le pontife argentin refusait tout net de distinguer l'accueil des réfugiés de celui des migrants économiques. A ses yeux, tous sont également poussés par la nécessité.

Pour la première fois, cependant, le 1^{er} novembre, il a établi une distinction entre les deux situations. «Le migrant doit être traité avec certaines règles parce que migrer est un droit mais un droit très encadré, a-t-il fait valoir. A l'inverse, être réfugié est dû à une situation de guerre, d'angoisse, de faim, une situation terrible, et le statut de réfugié nécessite plus d'attention, plus de travail.» En dissociant les deux catégories, il rejoint ainsi le point de vue des Etats européens, qui ne leur réservent ni les mêmes droits ni les mêmes conditions d'accueil dans leurs systèmes juridiques. Il sera sans doute aussi entendu avec soulagement par certains catholiques qui ont parfois pu se sentir en désaccord avec cette politique de la porte ouverte à tous.

Le pape François a aussi mis l'accent, le 1^{er} novembre, sur la nécessité pour les Etats de s'assurer de leur capacité d'intégration. Ce thème n'est pas totalement nouveau. En avril, déjà, en revenant de l'île grecque de Lesbos, tandis qu'il ramenait à Rome trois familles syriennes musulmanes à bord de son avion, il avait demandé aux pays européens de muscler leurs politiques d'intégration. Faute de quoi, avertissait-il, ils couraient le risque de laisser se constituer des «ghettos», terreaux d'où étaient selon lui sortis certains «terroristes». Mais, encore sous le coup de l'émotion ressentie en visitant, quelques heures auparavant, le camp de réfugiés de Moria, il exhortait l'Europe à ne pas se retrancher derrière des «murs».

APPEL À LA PRUDENCE

Cette fois, le chef de l'Eglise catholique ne s'est pas contenté d'inciter les gouvernements à davantage d'efforts. Il a explicitement reconnu que les Etats pouvaient être confrontés à des limites dans leur capacité d'absorption de migrants. «Je crois qu'en théorie, on ne peut fermer son cœur à un réfugié, mais il faut aussi la prudence des gouvernants, a-t-il développé. Ils doivent être très ouverts à les recevoir, mais aussi calculer comment les accueillir. Car, un réfugié, on ne doit pas seulement le recevoir, on doit l'intégrer.»

Et si un gouvernement commet une «imprudence dans ses calculs et reçoit davantage [de migrants] qu'il ne peut en intégrer», alors il peut le «payer politiquement», a-t-il insisté. Notamment parce que, dans ce cas, des ghettos se forment, ce qui est «dangereux», car cela introduit la juxtaposition de cultures différentes, a affirmé le pape. Mais aussi parce que des forces politiques hostiles à la venue de migrants peuvent trouver un puissant moteur dans cette absence de maîtrise. Mais cela, bien sûr, est resté implicite dans la bouche du pape François. ■

«ÊTRE RÉFUGIÉ EST DÙ À UNE SITUATION DE GUERRE, D'ANGOISSE (...). CELA NÉCESSITE PLUS D'ATTENTION, PLUS DE TRAVAIL»

LE PAPE FRANÇOIS

chambraud@lemonde.fr

MAIS QUI SONT LES ASSASSINS DE L'ÉCOLE ?

Carole Barjon, éd. Robert Laffont, collection «Mauvais esprit», 234 p., 18 euros

Les pédagogues ne sont pas des «assassins»

Le livre de Carole Barjon est l'expression d'un triple mépris: envers la réflexion, envers les enseignants et envers les élèves

Collectif

Malgré le relâchement de la langue française et les impératifs éditoriaux, il est des mots qu'il ne faut utiliser qu'avec d'innombrables précautions: «assassin» est de ceux-là. Notre histoire est trop chargée et notre actualité trop tragique pour qu'un livre désigne à la vindicte publique des universitaires, des chercheurs et des administrateurs de l'éducation nationale qui ont consacré leur énergie et leurs travaux à l'école.

C'est pourquoi nous sommes profondément choqués par le titre de l'ouvrage de Carole Barjon, *Mais qui sont les assassins de l'école?* (Robert Laffont, 234 p., 18 euros). Relayé depuis sa sortie par un nombre important de médias nationaux recouvrant un large éventail politique, ce livre reprend des stéréotypes bien connus sur la destruction de notre école, mais il les inscrit dans une théorie du complot affirmant que les difficultés de l'école française ne sont dues qu'à un petit groupe de personnages maléfiques, aux motivations douteuses, aux compétences incertaines, mais à l'influence si forte que tous les ministres, de droite et de gauche, auraient cédé à leurs diktats. Il n'évoque jamais les conséquences d'une démocratisation scolaire qui ne permet plus de se débarrasser précocement et facilement d'un très grand nombre d'élèves, ni les transformations de la culture, le creusement des clivages sociaux, l'angoisse des familles devant la concurrence scolaire et quelques autres «détails».

Nous sommes loin d'être opposés aux débats, même vigoureux. Nous en avons fréquemment entre nous, contrairement à ce que laisse penser un livre qui nous

présente comme une caste unanime. Mais nous sommes atterrés de lire que la loi d'orientation de 1989 aurait accompli un «crime contre la société» en privant des générations d'élèves de l'accès à la langue et aux savoirs. Certes, le procès n'est pas nouveau. On le trouve sous la plume de Brunetière, en 1895, dans *La Revue des deux mondes*. Plus récemment, c'est Pierre Gaxotte, dans *Le Figaro*, en 1970, qui titrait: «Le français condamné à mort!» En 1984, il y a plus de trente ans, c'est Michel Debré qui posait une question écrite au ministre de l'éducation nationale, lui demandant «s'il considérait que l'abandon de toute exigence en matière d'orthographe et de grammaire était désormais un article de foi pour tout l'enseignement». Tout cela, bien sûr, avant que l'élève ne soit «au centre du système»!

DÉPLORATION ET SIMPLIFICATIONS

On pourrait rire de cette litanie de la déploration si elle n'était le signe d'un double problème: d'une part, le caractère systématiquement nostalgique des propos publics sur l'éducation, sans doute parce que nous regrettons toujours, peu ou prou, le temps où nous étions plus jeunes, et parce que les élites imaginent que ce qui leur a si bien réussi doit réussir avec tout le monde. D'autre part, la difficulté à sortir des schématismes et à comprendre que l'accès à la langue et au savoir ne relève pas de la pensée magique: apprendre ne se décrète pas, et les injonctions, dans ce domaine, n'ont aucun effet sur le réel. La qualité d'une école se mesure peut-être moins par ses ambitions affichées que par ce que les élèves apprennent vraiment.

Oui, nous prenons au sérieux le problème des inégalités dans l'école et de l'accès à la langue française: c'est pourquoi nous refusons toutes les simplifications qui abusent le public, discréditent le travail des enseignants, ignorent les recherches et les comparaisons avec des systèmes scolaires parfois plus efficaces et plus équitables, afin de rassurer l'opinion en désignant des boucs émissaires. Oui, nous prenons au sérieux la question de la justice scolaire et de la manière de la combattre le plus tôt possible: c'est pourquoi nous demandons pourquoi l'école élémentaire française coûte 27% de moins que dans les autres pays de l'OCDE, alors que nos lycées coûtent 30% de plus, c'est pourquoi, aussi, nous continuons à penser que les enseignants doivent apprendre un métier tout en maîtrisant les disciplines. Oui, nous sommes convaincus que la maîtrise de la langue est une priorité absolue: c'est pourquoi nous refusons d'exonérer la société, les médias et les modes de vie contemporains de toute responsabilité dans ce domaine. Combien de ceux qui se lamentent aujourd'hui sur la baisse du niveau en français prennent la peine d'écrire de vraies lettres à leurs pro-

ches et éteignent leurs téléphones portables quand ils sont en famille?

Il est impératif de comprendre pourquoi notre école a tant de mal à tenir ses promesses. A condition de ne pas évacuer systématiquement certains travaux et de lire les textes avant de les critiquer. A condition de ne pas se contenter de montages de propos glanés ici ou là, mais de regarder ce qui se fait vraiment et concrètement dans les classes et qui mérite plus que quelques anecdotes bien choisies. A condition de ne pas confondre les déclarations d'intention et les réformes annoncées avec les pratiques réelles. A condition de s'astreindre à une exigence de précision, de justesse et de rigueur qui, pour apparaître désuète, n'en reste pas moins essentielle, surtout quand on ne cesse de dénoncer la chute des exigences et celle du niveau.

Comment, en effet, peut-on prendre au sérieux un ouvrage où des personnes sont affectées à des institutions auxquelles elles n'ont jamais appartenu, où la responsabilité des programmes du primaire est attribuée à ceux qui ont élaboré les programmes du lycée, où l'on fait semblant de croire que la doxa pédagogique affirmerait que l'enfant construit seul son savoir, où l'on affirme qu'il n'y a plus de répétition, de dictées et de mémorisation dans les classes aujourd'hui? Comment croire un ouvrage qui présente comme un défenseur de la méthode globale celui qui, le premier, en a établi scientifiquement les faiblesses?

En réalité, le livre de Carole Barjon est l'expression d'un triple mépris: mépris de l'étude, de la recherche et de la réflexion; mépris des enseignants, les principaux acteurs de l'école, qui travaillent avec les élèves tels qu'ils sont; mépris des élèves qui n'ont pas la chance d'être conformes à un hypothétique idéal et qui ont l'arrogance de réclamer un peu de sens à ce qu'on leur enseigne. L'école française ne va pas bien. Mais elle mérite mieux que ce mépris et cette ignorance, ce mélange de rumeurs et de théorie du complot. Elle mérite aussi qu'on cesse de lui rabâcher qu'elle n'aurait pas d'autre avenir que le retour vers un âge d'or qui n'a jamais existé. ■



Alain Boissinot est ancien recteur et ancien directeur de l'enseignement scolaire; Viviane Bouysse est inspectrice générale de l'éducation nationale; François Dubet est sociologue; Roland Goigoux est professeur des sciences de l'éducation à l'université de Clermont-Ferrand; Michel Lussault est géographe et président du Conseil supérieur des programmes; Philippe Meirieu est pédagogue; Florence Robine est directrice générale de l'enseignement scolaire

LECOLE FRANÇAISE NE VA PAS BIEN. MAIS ELLE MÉRITE MIEUX QUE CETTE IGNORANCE, CE MÉLANGE DE RUMEURS ET DE THÉORIE DU COMLOT